

**Statement of SRSg Keita before the Security Council
5 October 2021**

Monsieur le Président, distingués membres du Conseil,

Je vous remercie de cette nouvelle opportunité qui m'est offerte de m'adresser à vous afin de présenter le rapport du Secrétaire général sur les activités de la MONUSCO et de vous donner un aperçu de la situation actuelle en République démocratique du Congo.

Je voudrais aujourd'hui articuler mon propos autour des perspectives que j'avais soulevées devant votre Conseil en mars dernier, ces défis et opportunités qui se présentent sur la route que nous devons emprunter ensemble avec le gouvernement et la population congolaise afin de poursuivre la consolidation démocratique du pays, renforcer ses institutions, et avancer résolument vers la stabilisation des provinces de l'est et la protection des civils.

Le premier défi, et sans aucun doute le plus grand, est celui de la sécurité et de la protection des civils dans l'est du pays.

Depuis la déclaration de l'état de siège par le gouvernement dans les provinces du Nord Kivu et de l'Ituri, la Mission redouble d'efforts pour appuyer les forces armées, les forces de police, et les autorités judiciaires, afin de restaurer la présence et l'autorité de l'Etat sur chacun des territoires concernés. Les capacités de la Force en matière de collecte de renseignement ont été accrues. Des formations sont fournies aux Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) en matière de tactiques militaires et de respect des principes des droits humains et du droit humanitaire.

L'état de siège a permis un renforcement du partenariat entre la MONUSCO et les FARDC. Cela se traduit par des progrès en termes de planification et d'exécution des opérations. A cet égard, l'ensemble des unités de réaction rapides devraient être déployées d'ici fin octobre pour renforcer nos capacités à protéger les civils lors des opérations conjointes contre les groupes armés, en conformité avec la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (HRDDP).

Néanmoins beaucoup reste à faire, y compris pour faire en sorte que les droits humains de la population soient systématiquement respectés dans le cadre de la lutte contre les groupes armés

La promulgation le 5 juillet de l'ordonnance sur le Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (PDDRC-S) ainsi que la nomination subséquente du coordinateur national, représentent une grande opportunité. Il existe un lien étroit entre l'Etat de siège et le PDDRC-S, qui représentent des approches complémentaires pour assurer le démantèlement durable des groupes armés. J'ai assuré le Président et le Premier ministre que les Nations Unies sont à l'entière disposition du Gouvernement pour faire avancer ces processus, y compris à travers le sous-groupe de travail sur le DDRCS entre le gouvernement et la MONUSCO.

Enfin, la Mission a aussi intensifié son engagement politique avec les acteurs originaires des zones de conflit afin qu'ils accompagnent la mise en œuvre de l'état de siège et maintiennent un dialogue constructif avec les gouverneurs militaires.

Monsieur le Président, distingués membres du Conseil,

Bien que les opérations militaires conjointes contre les ADF aient abouti au démantèlement de plusieurs bastions du groupe, les violations des droits humains perpétrées par des acteurs étatiques et non étatiques, en particulier dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, restent préoccupants. Entre juin et août, 367 personnes ont été victimes d'exécutions arbitraires et extrajudiciaires. 203 personnes, surtout des femmes et des enfants, ont subi des violences sexuelles.

Dans certaines régions, notamment au Sud-Kivu, les conflits intercommunautaires sont alimentés par des discours de haine. Je condamne sans réserve tout discours de haine, y compris les récentes déclarations encourageant le « nettoyage » des hauts plateaux et justifiant le meurtre de membres de la communauté Banyamulenge. Ces discours populistes et belliqueux sont un danger pour la stabilité du pays et devraient faire l'objet de sanctions judiciaires exemplaires.

La situation sécuritaire et les contraintes d'accès à l'Est du pays, continuent d'entraver les opérations humanitaires dans un contexte où une personne sur trois a besoin d'assistance. L'insécurité alimentaire et les épidémies cycliques sont des préoccupations majeures. Les attaques contre des écoles et des hôpitaux ont exacerbé les défis humanitaires dans plusieurs régions de l'Est, en particulier l'Ituri. Avec plus de 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, le pays a le nombre plus élevé de personnes déplacées sur le continent africain. Plus de 26 millions de Congolais souffrent d'insécurité alimentaire, soit 29 pourcents de la population. J'exhorte les États Membres à augmenter leurs contributions au plan de réponse humanitaire 2021, qui prévoit 1,98 milliard de dollars pour répondre aux besoins prioritaires. À ce jour, le plan est financé à un peu plus du quart.

Je tiens à souligner l'engagement ferme de la MONUSCO et l'Equipe Pays des Nations Unies à suivre une politique de zéro tolérance pour l'exploitation et les abus sexuels, et assurer une assistance globale aux victimes. Suite aux récentes allégations concernant la riposte à l'Ebola, l'équipe humanitaire en RDC a renforcé ses systèmes de prévention et de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels. Pour ce faire, 1,5 millions de dollars ont été mise à disposition à travers le Fonds humanitaire.

Mr. President, distinguished Council members,

The second challenge – which I have already addressed in my previous exchanges with you – concerns the process of democratic consolidation. While the formation of a new Government in April of this year has provided an opportunity to advance on critical reforms, the focus of political actors and civil society alike is increasingly gravitating towards the 2023 elections. There is still no consensus on the composition of the Independent National Electoral Commission (CENI) and several members of the opposition have organized rallies to contest the reform of the CENI, which has already been adopted by Parliament. In this context of political suspicions, I reiterate the need for an inclusive and peaceful electoral process founded on dialogue, trust, and transparency. To this end, MONUSCO continues to pursue its good offices with actors across the political spectrum, including to advocate for increased women's participation in this process.

Monsieur le Président, distingués membres du Conseil,

Au-delà de ces défis, la mise en œuvre du plan de transition qui vous a été soumis en annexe du présent rapport du Secrétaire général représente une véritable opportunité pour le gouvernement congolais et le système des Nations unies.

L'opérationnalisation de ce plan de transition, qui est étroitement liée au programme d'action du Gouvernement, reposera, en grande partie, sur la capacité des autorités à financer leurs priorités et à créer les conditions nécessaires pour le retrait de la Mission. Le projet de loi de finances du Gouvernement pour 2022 qui met l'accent sur la sécurité, l'éducation, et la santé, tout en prévoyant des dotations budgétaires destinées à accélérer la croissance économique, est un pas dans la bonne direction. Le soutien continu et résolu des partenaires dans la réalisation de ce programme ambitieux sera d'une importance cruciale.

En vue de son retrait de la province du Tanganyika en juin 2022, la Mission travaille étroitement avec les agences fonds et programmes pour assurer l'accompagnement programmatique nécessaire pour consolider les gains réalisés dans la province jusqu'à présent et faire face aux dernières poches d'insécurité. Bien évidemment, ce travail intègre les leçons tirées du retrait des Kasais.

Mr. President, distinguished Council members,

Finally, I would like to highlight President Tshisekedi's ongoing efforts to improve the political climate in the Great Lakes region, through active diplomacy and the conclusion of bilateral agreements aimed at fostering increased economic cooperation.

As I have previously noted, DRC's term at the helm of the African Union offers an opportunity to not only foster peace and stability and development in Great Lakes region, but also to consolidate the partnership between the continental body and the United Nations. Special Envoy Xia and I will continue to work hand in hand to support the realization of the Secretary-General's strategy for the Great Lakes region, in close consultation with the Governments of the region.

Mr. President, distinguished Council members,

As we approach the renewal of MONUSCO's mandate, I believe that the joint transition plan constitutes a roadmap that can help guide the work of the Mission in the coming years and prepare the ground for its orderly and responsible withdrawal. This must not obscure the fact that there is still much to do to silence the guns in the eastern provinces, foster the political dialogue necessary to pave the way for credible and transparent elections in 2023 and support the long-term strengthening of the country's institutions. I therefore call on the Council to continue providing its full backing to MONUSCO, including by endorsing the joint transition plan with adequate financial resources and playing an active role in its operationalization.

Thank you for your attention.